



SUPREME COURT OF CANADA

BULLETIN OF PROCEEDINGS

This Bulletin is published at the direction of the Registrar and is for general information only. It is not to be used as evidence of its content, which, if required, should be proved by Certificate of the Registrar under the Seal of the Court. While every effort is made to ensure accuracy, no responsibility is assumed for errors or omissions.

During Court sessions, the Bulletin is usually issued weekly.

Where a judgment has been rendered, requests for copies should be made to the Registrar, with a remittance of \$15 for each set of reasons. All remittances should be made payable to the Receiver General for Canada.

Please consult the Supreme Court of Canada website at www.scc-csc.ca for more information.

COUR SUPRÊME DU CANADA

BULLETIN DES PROCÉDURES

Ce Bulletin, publié sous l'autorité du registraire, ne vise qu'à fournir des renseignements d'ordre général. Il ne peut servir de preuve de son contenu. Celle-ci s'établit par un certificat du registraire donné sous le sceau de la Cour. Rien n'est négligé pour assurer l'exactitude du contenu, mais la Cour décline toute responsabilité pour les erreurs ou omissions.

Le Bulletin paraît en principe toutes les semaines pendant les sessions de la Cour.

Quand un arrêt est rendu, on peut se procurer les motifs de jugement en adressant sa demande au registraire, accompagnée de 15 \$ par exemplaire. Le paiement doit être fait à l'ordre du Receveur général du Canada.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site Web de la Cour suprême du Canada à l'adresse suivante : www.scc-csc.ca

November 10, 2022

1 - 22

Le 10 novembre 2022

Contents
Table des matières

Judgments on applications for leave / Jugements rendus sur les demandes d'autorisation	1
Motions / Requêtes	18
Notices of discontinuance filed since the last issue / Avis de désistement déposés depuis la dernière parution	20
Appeals heard since the last issue and disposition / Appels entendus depuis la dernière parution et résultat	21
Pronouncements of reserved appeals / Jugements rendus sur les appels en délibéré.....	22

NOTICE

Case summaries included in the Bulletin are prepared by the Office of the Registrar of the Supreme Court of Canada (Law Branch) for information purposes only.

AVIS

Les résumés des causes publiés dans le bulletin sont préparés par le Bureau du registraire (Direction générale du droit) uniquement à titre d'information.

**Judgments on applications for leave /
Jugements rendus sur les demandes d'autorisation**

NOVEMBER 10, 2022 / LE 10 NOVEMBRE 2022

39957 TELUS Communications Inc. v. Marjorie Nelson
(Ont.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C69093, 2021 ONCA 751, dated October 21, 2021, is dismissed with costs.

Constitutional law — Division of powers — Federal paramountcy — Interjurisdictional immunity — Whether provincial legislatures have constitutional authority to single out the services and rates of federal undertakings for targeted regulation — Does the decision in *Bank of Montreal v. Marcotte*, 2014 SCC 55, [2014] 2 S.C.R. 725 permit provinces to regulate federal undertakings' customer contracts beyond the basic rules of contract in issue in that appeal — Is the *Wireless Services Agreement Act*, 2013, S.O. 2013, c. 8 (the WSAA) *ultra vires* the Province of Ontario — Is the WSAA inapplicable to TELUS under interjurisdictional immunity — Is the WSAA inoperative given paramount federal legislation and CRTC decisions.

The respondent commenced a proposed class action against the applicant (“Telus”) on behalf of Telus customers, excluding business customers, who between January 6, 2016 and October 1, 2018 cancelled their Wireless Service Agreements with Telus. She claimed damages pursuant to s. 72 (1) of the *Telecommunications Act*, S.C. 1993, c. 38 and sought refunds pursuant to sections 16 and 17 of the WSAA. She alleged that the class members are entitled to pro-rated refunds of prepaid charges because they were overcharged contrary to the *Telecommunications Act*, the WSAA and the *Telecom Regulatory Policy 2013-271* (the “*Wireless Code*”) of the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission (“CRTC”).

In response to a motion by the respondent for certification of a class action, Telus brought a cross-motion. It argued that the WSAA is *ultra vires* the province of Ontario under the *Constitution Act, 1867*, [Constitution Act, 1867 \(U.K.\), 30 & 31 Vict, c. 3, ss. 91, 92 \(10\)](#)(a) or, alternatively, that it is inoperative pursuant to the constitutional law doctrines of paramountcy and interjurisdictional immunity. Telus also sought to have the respondent’s action stayed or dismissed on jurisdictional grounds, arguing that the CRTC, and not the superior court, has substantive jurisdiction over the claim. The Ontario Superior Court of Justice held that the respondent has a certifiable class action to advance a claim under the WSAA but not a claim for damages related to the *Wireless Code* of the *Telecommunications Act*. The Ontario Court of Appeal dismissed Telus’s appeal.

January 12, 2021
Ontario Superior Court of Justice
(Perell J.)
[2021 ONSC 22](#) (Part 1)
[2021 ONSC 23](#) (Part 2)
[2021 ONSC 24](#) (Part 3)

The *Wireless Services Agreement Act, 2013* held to be constitutional and operative during the relevant period; Applicant’s cross-motion granted in part, respondent’s claim under s. 72(1) of the *Telecommunications Act* was struck; Order granted certifying respondent’s action as a class action.

October 21, 2021
Court of Appeal for Ontario
(Strathy C.J.O, Nordheimer and Wilton-Siegel Herman JJ.A.)
[2021 ONCA 751](#); C69093

Appeal dismissed.

December 20, 2021
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed.

39957 TELUS Communications Inc. c. Marjorie Nelson
(Ont.) (Civile) (Sur autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C69093, 2021 ONCA 751, daté du 21 octobre 2021, est rejetée avec dépens.

Droit constitutionnel — Partage des compétences — Prépondérance fédérale — Doctrine de l'exclusivité des compétences — Les législatures provinciales ont-elles le pouvoir constitutionnel de choisir certains services et taux d'entreprises fédérales aux fins de réglementation ciblée ? — La décision dans l'arrêt *Banque de Montréal c. Marcotte*, 2014 CSC 55, [2014] 2 R.C.S. 725 permet-elle aux provinces de réglementer les contrats de clients des entreprises fédérales au-delà des règles contractuelles de base qui faisaient l'objet de ce pourvoi ? — La *Loi de 2013 sur les conventions de services sans fil*, L.O. 2013, chap. 8 (la *LCSSF*) outrepassa-t-elle la compétence de la province de l'Ontario ? — La *LCSSF* est-elle inapplicable à l'égard de TELUS en vertu de la doctrine de l'exclusivité des compétences ? — La *LCSSF* est-elle inopérante en raison de la prépondérance de la législation fédérale et des décisions du CRTC ?

L'intimée a intenté un recours collectif projeté contre la demanderesse (« Telus ») au nom des clients de Telus, à l'exclusion des clients commerciaux, qui, entre le 6 janvier 2016 et le 1^{er} octobre 2018, ont annulé leurs ententes de services sans fil avec Telus. Elle réclamait des dommages-intérêts en vertu du par. 72(1) de la *Loi sur les télécommunications*, L.C. 1993, ch. 38, et sollicitait des remboursements en vertu des articles 16 et 17 de la *LCSSF*. Elle alléguait que les membres du recours collectif ont le droit à des remboursements au prorata de facturation prépayée parce qu'ils ont été facturés en trop en contravention de la *Loi sur les télécommunications*, de la *LCSSF* et de la *Politique réglementaire de télécom 2013-271* (le « *Code sur les services sans fil* ») du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC »).

En réponse à une motion présentée par l'intimée visant à faire certifier un recours collectif, Telus a présenté une motion incidente. Cette dernière faisait valoir que la *LCSSF* outrepassa la compétence de la province de l'Ontario en vertu de l'[art. 91](#) et de l'al. [92 \(10\)a](#) de la *Loi constitutionnelle de 1867*, *Loi constitutionnelle de 1867* (R.-U.), 30 & 31 Vict., ch. 3, ou subsidiairement, qu'elle est inopérante en vertu des doctrines du droit constitutionnel de la prépondérance et de l'exclusivité des compétences. Telus a également demandé que l'action de l'intimée soit suspendue ou rejetée fondée sur des motifs de compétence, faisant valoir que le CRTC, et non la cour supérieure, a compétence fondamentale pour trancher la demande. La Cour supérieure de justice de l'Ontario a conclu que le recours collectif de l'intimée pouvait être certifié aux fins de la présentation d'une réclamation en vertu de la *LCSSF*, mais non d'une réclamation de dommages-intérêts liée au *Code sur les services sans fil* de la *Loi sur les télécommunications*. La Cour d'appel de l'Ontario a rejeté l'appel de Telus.

12 janvier 2021
Cour supérieure de justice de l'Ontario
(juge Perell)
[2021 ONSC 22](#) (1^{re} partie)
[2021 ONSC 23](#) (2^e partie)
[2021 ONSC 24](#) (3^e partie)

Il a été conclu que la *Loi de 2013 sur les conventions de services sans fil* était constitutionnelle et opérante au cours de la période visée; la motion incidente de la demanderesse est accueillie en partie, la réclamation de l'intimée présentée en vertu du par. 72(1) de la *Loi sur les télécommunications* est annulée; l'ordonnance certifiant l'action de l'intimée à titre de recours collectif est rendue.

21 octobre 2021
Cour d'appel de l'Ontario
(juge en chef Strathy, juges Nordheimer et Wilton-Siegel Herman)
[2021 ONCA 751](#); C69093

L'appel est rejeté.

20 décembre 2021
Cour suprême du Canada

La demande d'autorisation d'appel est présentée.

40192 *Telus Communication Inc. v. Director of Criminal and Penal Prosecutions (Office de la protection du consommateur) and Attorney General of Quebec*
(Que.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montréal), Number 500-10-007391-202, 2022 QCCA 408, dated March 24, 2022 is dismissed with costs to the respondent, Attorney General of Quebec.

Jamal J. took no part in the judgment.

Constitutional law — Division of powers — Federal paramountcy — Interjurisdictional immunity — Point at which provincial legislation on terms, conditions and rates for contracts becomes, in purpose or effect, legislation governing terms, conditions and rates for telecommunications services, which fall within exclusive jurisdiction of Parliament — Extent to which provincial jurisdiction over consumer protection allows legislatures to regulate terms, conditions and rates for telecommunications services without impairing Parliament's powers over this matter — Point at which provincial legislation governing terms, conditions and rates for contracts frustrates purpose of Act of Parliament and triggers paramountcy doctrine, where, in relation to those same terms, conditions and rates, federal regulator has deliberately decided to exercise its powers of forbearance with respect to rates in order to comply with its enabling legislation.

Between November 2012 and May 2013, 364 charges were brought by the Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) against the applicant (Telus) for contraventions of sections 11.2, 11.3, 13, 214.2 and 214.7 of the Québec *Consumer Protection Act*, CQLR, c. P-40.1 (*CPA*). Telus defended itself in part by arguing that the *CPA* provisions were constitutionally invalid, inapplicable and inoperable, and were *ultra vires* the province as they interfere with the core federal jurisdiction over telecommunications and conflict with the purpose of the *Telecommunications Act*, SC 1993, ch. 38. The Court of Québec held that the impugned provisions were unconstitutional on the basis of the doctrines of interjurisdictional immunity and federal paramountcy, and declared the provisions inapplicable to and inoperative against the applicant. Telus was acquitted of the offences. The Superior Court of Quebec allowed in part an appeal by the respondents. The court determined that the impugned provisions were within the jurisdiction of the province and applicable and enforceable against the applicant, except for part of s. 214.7 and s. 214.8 of the *CPA*, which it declared inoperative for the period following the adoption by the CRTC of the 2013 *Wireless Code*. Telus brought an appeal to reverse the judgment and the respondents appealed the decision on the inoperability of ss. 214.7 and 214.8 of the *CPA*. The Court of Appeal of Quebec dismissed the appeal by Telus and allowed the respondents' appeal for the purpose of deleting and modifying portions of the lower court order.

April 12, 2019
Court of Québec
(Judge Poulin)
500-61-404980-154
[2019 QCCQ 2143](#)

Sections 11.2, 11.3, 13, 214.2 and 214.7 of *CPA* declared inapplicable and inoperative with regard to Telus; Telus acquitted

June 11, 2020
Quebec Superior Court
(Corriveau J.)
500-36-009305-197
[2020 QCCS 1850](#)

Appeal allowed in part; ss. 11.2, 11.3, 13, 214.2 and 214.7 of *CPA* declared constitutionally valid with respect to Telus; ss. 11.2, 11.3, 13 and 214.2 and para. 2 of s. 214.7 of *CPA* declared applicable to Telus; para. 1 of s. 214.7 of *CPA* declared inapplicable to Telus in prescribed circumstances

March 24, 2022
 Quebec Court of Appeal (Montréal)
 (Bich, Vauclair and Beaudoin JJ.A.)
 500-10-007391-202; 500-10-007403-205
[2022 QCCA 408](#)

Appeal by Telus dismissed;
 Respondents' appeal allowed for sole purpose of striking conclusions at paras. 180 and 186 of operative part of judgment under appeal;
 Paras. 179 and 185 of operative part of judgment varied; ss. 11.2, 11.3, 13, 214.2 and 214.7 of *CPA* declared constitutionally applicable and operative with respect to Telus

May 24, 2022
 Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40192 **Telus Communication inc. c. Directeur des poursuites criminelles et pénales (Office de la protection du consommateur) et procureur général du Québec**
 (Qc) (Civile) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-10-007391-202, 2022 QCCA 408, daté du 24 mars 2022, est rejetée avec dépens en faveur de l'intimé, procureur général du Québec.

Le juge Jamal n'a pas participé au jugement.

Droit constitutionnel — Partage des compétences — Prépondérance fédérale — Doctrine de l'exclusivité des compétences — Quand une législation provinciale sur les modalités et tarifs des contrats devient-elle, par son objet et ses effets, une législation régissant les modalités et tarifs de services de télécommunications, lesquels relèvent de la compétence exclusive du Parlement — Jusqu'à où une compétence provinciale sur la protection du consommateur permet-elle aux Législatures de régir les modalités et tarifs des services de télécommunications, avant qu'elles n'entraient les pouvoirs du Parlement sur cette matière — Quand une loi provinciale régissant les tarifs et modalités des contrats ira-t-elle à l'encontre de l'objet d'une loi du Parlement et déclenchera-t-elle la doctrine de la prépondérance, lorsqu'à l'égard de ces mêmes modalités et tarifs, le régulateur fédéral a délibérément décidé d'exercer ses pouvoirs tarifaires d'abstention afin de respecter sa loi habilitante.

Between November 2012 and May 2013, 364 charges were brought by the Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) against the applicant (Telus) for contraventions of sections 11.2, 11.3, 13, 214.2 and 214.7 of the Québec *Consumer Protection Act*, CQLR, c. P-40.1 (*CPA*). Telus defended itself in part by arguing that the *CPA* provisions were constitutionally invalid, inapplicable and inoperable, and were *ultra vires* the province as they interfere with the core federal jurisdiction over telecommunications and conflict with the purpose of the *Telecommunications Act*, SC 1993, ch. 38. The Court of Québec held that the impugned provisions were unconstitutional on the basis of the doctrines of interjurisdictional immunity and federal paramountcy, and declared the provisions inapplicable to and inoperative against the applicant. Telus was acquitted of the offences. The Superior Court of Quebec allowed in part an appeal by the respondents. The court determined that the impugned provisions were within the jurisdiction of the province and applicable and enforceable against the applicant, except for part of s. 214.7 and s. 214.8 of the *CPA*, which it declared inoperative for the period following the adoption by the CRTC of the 2013 *Wireless Code*. Telus brought an appeal to reverse the judgment and the respondents appealed the decision on the inoperability of ss. 214.7 and 214.8 of the *CPA*. The Court of Appeal of Quebec dismissed the appeal by Telus and allowed the respondents' appeal for the purpose of deleting and modifying portions of the lower court order.

Le 12 avril 2019
 Cour du Québec
 (Le juge Poulin)
 500-61-404980-154
[2019 QCCQ 2143](#)

Les articles 11.2, 11.3, 13, 214.2 et 214.7 de la *L.p.c.* déclarés inapplicables et inopérants à l'endroit de Telus; Telus acquitté.

Le 11 juin 2020
 Cour supérieure du Québec
 (La juge Corriveau)
 500-36-009305-197
[2020 QCCS 1850](#)

L'appel accueilli en partie; les articles 11.2, 11.3, 13, 214.2 et 214.7 de la *L.p.c.* déclarés constitutionnellement valides à l'égard de Telus; les articles 11.2, 11.3, 13, 214.2 et l'alinéa 2 de l'article 214.7 de la *L.p.c.* déclarés opposables à l'égard de Telus; dans les circonstances prescrites, l'alinéa 1 de l'article 214.7 de *L.p.c.* déclaré inopposable à l'encontre de Telus.

Le 24 mars 2022
 Cour d'appel du Québec (Montréal)
 (Les juges Bich, Vaclair et Beaudoin)
 500-10-007391-202; 500-10-007403-205
[2022 QCCA 408](#)

Appel de Telus rejeté;
 Appel des intimés accueilli aux seules fins de biffer les conclusions apparaissant aux paragraphes [180] et [186] du dispositif du jugement dont appel;
 Modification des paragraphes [179] et [185] du dispositif du jugement; les articles 11.2, 11.3, 13, 214.2 et 214.7 de la *L.p.c.* déclarés constitutionnellement applicables et opérants à l'égard de Telus.

Le 24 mai 2022
 Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée.

40193 Bell Canada v. Director of Criminal and Penal Prosecutions (Office de la protection du consommateur) and Attorney General of Quebec (Que.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montréal), Number 500-10-007390-204, 2022 QCCA 408, dated March 24, 2022, is dismissed with costs to the respondent, Attorney General of Quebec.

Jamal J. took no part in the judgment.

Constitutional law — Division of powers — Federal paramountcy — Interjurisdictional immunity — Scope of provincial jurisdiction over consumer protection under Constitution, and whether this jurisdiction authorizes enactment of legislation whose purpose and effect are to regulate manner in which federal undertakings provide their services — Whether core of Parliament's jurisdiction over telecommunications is impaired, under doctrine of interjurisdictional immunity, where provincial consumer protection legislation imposes limits on contractual terms and conditions pertaining to fees charged and services provided by undertakings under federal jurisdiction — Manner in which Parliament's express grant of power and duty to refrain from regulating matter within federal jurisdiction affects application of doctrine of federal paramountcy.

In February 2015, two charges were brought by the Director of Criminal and Penal Prosecutions (DCPP) against the applicant (Bell) for contravention of s. 214.8 of the Quebec *Consumer Protection Act*, CQLR, c. P-40.1 (*CPA*). Bell defended itself in part by arguing that the *CPA* provision was constitutionally invalid, inapplicable and inoperative, and was *ultra vires* the province as it interferes with the core federal jurisdiction over telecommunications and conflicts with the purpose of the *Telecommunications Act*, S.C. 1993, c. 38. The Court of Québec held that the impugned provision was unconstitutional on the basis of the doctrines of interjurisdictional immunity and federal paramountcy, and declared the provision inapplicable to and inoperative against the applicant. Bell was acquitted of the offences. The Superior Court of Quebec allowed in part the respondents' appeal. The court determined that the impugned provision was within the jurisdiction of the province and applicable and enforceable against the applicant, except under certain circumstances for which it was declared inoperative for the period following the adoption by the CRTC of the 2013 *Wireless Code*. Bell brought an appeal to reverse the judgment and the respondents appealed the decision on the potential inoperability of s. 214.8 of the *CPA*. The Court of Appeal of Quebec dismissed the appeal by Bell and allowed the respondents' appeal for the purpose of deleting and modifying portions of the lower court order.

April 12, 2019
Court of Québec
(Judge Poulin)
500-61-448317-165
[2019 QCCQ 2144](#)

Section 214.8 of *CPA* declared constitutionally inapplicable to Bell; Bell acquitted

June 11, 2020
Quebec Superior Court
(Corriveau J.)
500-36-009305- 197
[2020 QCCS 1850](#)

Appeal allowed in part; s. 214.8 of *CPA* declared constitutionally valid and applicable with respect to Bell; s. 214.8 of *CPA* declared inapplicable to Bell in prescribed circumstances

March 24, 2022
Quebec Court of Appeal (Montréal)
(Bich, Vaclair and Beaudoin JJ.A.)
500-10-007390-204 and 500-10-007404-203
[2022 QCCA 408](#)

Bell's appeal dismissed;
Respondents' appeal allowed for sole purpose of striking conclusions at paras. 180 and 186 of operative part of judgment under appeal;
Paras. 179 and 185 of operative part of judgment varied;
s. 214.8 of *CPA* declared constitutionally valid, applicable and operative with respect to Bell

May 24, 2022
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40193 **Bell Canada c. Directeur des poursuites criminelles et pénales (Office de la protection du consommateur) et procureur général du Québec**
(Qc) (Civile) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-10-007390-204, 2022 QCCA 408, daté du 24 mars 2022, est rejetée avec dépens en faveur de l'intimé, procureur général du Québec.

Le juge Jamal n'a pas participé au jugement.

Droit constitutionnel — Partage des compétences — Prépondérance fédérale — Doctrine de l'exclusivité des compétences — Quelle est la portée de la compétence provinciale en matière de protection du consommateur selon la Constitution et autorise-t-elle l'adoption d'une loi dont l'objet et l'effet sont de réglementer la manière dont les entreprises fédérales offrent leurs services — Le contenu essentiel de la compétence du Parlement en matière de télécommunications est-il entravé, sous la doctrine de l'exclusivité des compétences, si les lois provinciales de protection des consommateurs limitent les modalités contractuelles ayant trait aux frais et à la prestation des services des entreprises de juridiction fédérale — Comment l'octroi explicite par le Parlement d'un pouvoir et d'un devoir de s'abstenir de réglementer dans une matière de compétence fédérale affecte-t-il l'application de la doctrine de la prépondérance fédérale.

In February 2015, two charges were brought by the Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) against the applicant (Bell) for contravention of s. 214.8 of the Quebec *Consumer Protection Act*, CQLR, c. P-40.1 (*CPA*). Bell defended itself in part by arguing that the *CPA* provision was constitutionally invalid, inapplicable and inoperative, and was *ultra vires* the province as it interferes with the core federal jurisdiction over telecommunications and conflict with the purpose of the *Telecommunications Act*, SC 1993, ch. 38. The Court of Quebec held that the impugned provision was unconstitutional on the basis of the doctrines of interjurisdictional immunity and federal paramountcy, and declared the provision inapplicable to and inoperative against the applicant. Bell was acquitted of the offences. The Superior Court of Quebec allowed in part the respondents' appeal. The court determined that the impugned provision was within the jurisdiction of the province and applicable and enforceable against the applicant, except under certain circumstances for which it was declared inoperative for the period following the adoption by the CRTC of the 2013 *Wireless Code*. Bell brought an appeal to reverse the judgment and the respondents appealed the decision on the potential inoperability of s. 214.8 of the *CPA*. The Court of Appeal of Quebec dismissed the appeal by Bell and allowed the respondents' appeal for the purpose of deleting and modifying portions of the lower court order.

Le 12 avril 2019
Cour du Québec
(Le juge Poulin)
500-61-448317-165
[2019 QCCQ 2144](#)

L'article 214.8 de la *L.p.c.* déclaré inapplicable à Bell sur le plan constitutionnel; Bell acquitté.

Le 11 juin 2020
Cour supérieure du Québec
(La Juge Corriveau)
500-36-009305-197
[2020 QCCS 1850](#)

L'appel accueilli en partie; l'article 214.8 de la *L.p.c.* déclaré constitutionnellement valide et applicable à l'égard de Bell; dans les circonstances prescrites l'article 214.8 de la *L.p.c.* déclaré inopposable à l'encontre de Bell.

Le 24 mars 2022
Cour d'appel du Québec (Montréal)
(Les juges Bich, Vauclair et Beaudoin)
500-10-007390-204 et 500-10-007404-203
[2022 QCCA 408](#)

Appel de Bell rejeté;
Appel des intimés accueilli aux seules fins de biffer les conclusions apparaissant aux paragraphes [180] et [186] du dispositif du jugement dont appel;
Modification des paragraphes [179] et [185] du dispositif du jugement; l'article 214.8 de la *L.p.c.* déclaré constitutionnellement valide, applicable et opérant à l'égard de Bell.

Le 24 mai 2022
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée.

40175 La Presse inc. v. Frédérick Silva and His Majesty the King
(Que.) (Criminal) (By Leave)

The motion of withdrawal of counsel is granted. The application for leave to appeal from the judgment of the Superior Court of Quebec, Number 500-01-198023-191, 2022 QCCS 881, dated March 11, 2022 is granted.

(CERTAIN INFORMATION NOT AVAILABLE TO THE PUBLIC)

Criminal law — Publication ban — Orders prohibiting publication, broadcasting and transmission in relation to judgments on *voir dire* — Whether s. 648 of *Criminal Code* applies prior to jury selection — Whether Superior Court erred in applying *Dagenais/Mentuck* test — Whether Court should grant leave to appeal even though substance of issue will become moot during proceedings — *Criminal Code*, R.S.C. 1985, c. C-46, s. 648.

The respondent Frédérick Silva was charged with four counts of murder and one count of attempted murder. On November 22, 2019, the prosecution laid five charges by direct indictment. On August 2 and October 15, 2021, respectively, the Superior Court dismissed Mr. Silva's motion for a stay of proceedings and *Garofoli* motion. It also made orders under s. 648(1) of the *Criminal Code*, R.S.C. 1985, c. C-46, prohibiting publication, broadcasting and transmission in relation to the two judgments. Further to those judgments, and by consent of the parties, Mr. Silva was tried by a judge alone, without a jury, on four of the five counts. On November 16, 2021, he formally recognized that the prosecution had discharged its burden on each essential element of the four offences through a *nolo contendere* proceeding. On January 27, 2022, Mr. Silva was convicted on the four counts. The parties agreed that the last count, which was for second degree murder, would be separated from the indictment and that Mr. Silva would have a trial by judge and jury on that count in May 2022. Before the trial began, La Presse brought a motion to lift the orders prohibiting publication, broadcasting and transmission in relation to the two judgments. On March 11, 2022, the Superior Court dismissed the motion. On May 6, 2022, Mr. Silva filed a *nolo contendere* proceeding on the last count, leading to the cancellation of the jury trial.

March 11, 2022
Quebec Superior Court
(David J.)
[2022 QCCS 881](#)

Motion by intervener La Presse inc. to lift orders prohibiting publication, broadcasting and transmission in relation to judgments on *voir dire*

May 2, 2022
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40175 La Presse inc. c. Frédérick Silva et Sa Majesté le Roi
(Qc) (Criminelle) (Autorisation)

La requête pour cesser d'occuper est accueillie. La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour supérieure du Québec, numéro 500-01-198023-191, 2022 QCCS 881, daté du 11 mars 2022, est accueillie.

(CERTAINES INFORMATIONS NON DISPONIBLES POUR LE PUBLIC)

Droit criminel — Interdiction de publication — Ordonnances de non-publications et de non-diffusion relatives à des jugements sur voir-dire — L'article 648 du *Code criminel* trouve-t-il application avant la sélection du jury? — La Cour supérieure a-t-elle erré dans l'application du test *Dagenais/Mentuck*? — La Cour doit-elle autoriser ce pourvoi bien que le fond du litige deviendra théorique pendant l'instance? — *Code criminel*, L.R.C. 1985, c C-46, art. 648.

M. Frédérick Silva, intimé, est accusé de quatre meurtres et d'une tentative de meurtre. Le 22 novembre 2019, la poursuite a déposé cinq chefs d'accusation par le biais d'un acte d'accusation direct. Le 2 août 2021 et le 15 octobre 2021, la Cour supérieure a rejeté respectivement une requête en arrêt de procédures et une requête de type *Garofoli*, déposées par M. Silva. Elle a également émis des ordonnances de non-publication et de non-diffusion relativement aux deux jugements en vertu de l'art. 648(1) du *Code criminel*, L.R.C. 1985, c C-46. Comme suite à ces deux jugements, et sur consentement des parties, M. Silva a subi un procès sans jury et devant un seul juge pour quatre des cinq chefs. Le 16 novembre 2021, M. Silva a reconnu formellement que la poursuite s'est déchargée de son fardeau à l'égard de chacun des éléments essentiels des quatre infractions par le biais d'une procédure de *nolo contendere*. Le 27 janvier 2022, M. Silva a été déclaré coupable des quatre chefs d'accusation. Quant au dernier chef d'accusation, relatifs à un meurtre au second degré, les parties ont consenti à ce qu'il soit séparé de l'acte d'accusation et que M. Silva subisse un procès devant juge et jury au mois de mai 2022. Avant que ne débute le procès, La Presse a demandé par requête la levée des ordonnances de non-publication et de non-diffusion relatives aux deux jugements. Le 11 mars 2022, la Cour supérieure a rejeté la requête de La Presse. Le 6 mai 2022, M. Silva a déposé une procédure de *nolo contendere* quant au dernier chef d'accusation entraînant ainsi l'annulation de la tenue du procès devant jury.

Le 11 mars 2022
 Cour supérieure du Québec
 (Le juge David)
[2022 QCCS 881](#)

Requête de l'intervenant La Presse inc. pour lever les ordonnances de non-publication et de non-diffusion contenues aux jugements sur voir-dire.

Le 2 mai 2022
 Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée.

40145 **C.J. v. G.P.**
 (Que.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Quebec (Montréal), Number 500-09-029473-212, 2022 QCCA 92, dated January 18, 2022, is dismissed.

(PUBLICATION BAN IN CASE) (PUBLICATION BAN ON PARTY) (CERTAIN INFORMATION NOT AVAILABLE TO THE PUBLIC)

Family law — Divorce — Date of valuation of family patrimony — Support — Provision for costs — Whether *Civil Code of Québec* permits spouse to be deprived of right to partition of family assets accumulated over several years (5 years) following commencement of divorce proceedings, period when she continued to make her full contribution to family, as during parties' life together, and when there was no severing of parties' economic ties — Whether *Divorce Act* permits support entitlement of 50-year-old spouse who dedicated herself entirely to responsibilities related to home and family during 15 years of marriage, and whose earlier training is outdated, to be limited to quantum that is incommensurate with other spouse's post-separation standard of living, and to review measure after 12 months, preventing her from reorienting her career appropriately — Whether substantive right of spouse who is economically vulnerable in context of divorce to be awarded provision for costs is conditional on all procedural requirements being met, even though evidence of economic disparity between parties is in court record — *Civil Code of Québec*, arts. 417 and 588 — *Divorce Act*, R.S.C. 1985, c. 3 (2nd Supp.), s. 15.2 — *Code of Civil Procedure*, CQLR, c. C-25.01, art. 416.

The applicant and the respondent were married in September 2005 and had two children together. In 2015, the respondent instituted divorce proceedings. Following various mediation and counselling attempts, the respondent revived the divorce proceedings in October 2018. In February 2019, the Superior Court dismissed the applicant's application to dismiss the divorce application and confirmed a consent relating to shared custody of the children and the payment of child support by the respondent. The respondent left the family residence on December 1, 2019. The Superior Court confirmed two interim consents, one signed in December 2019 and one in April 2020. On March 25, 2021, the Superior Court rendered judgment on the divorce and all related measures. In April 2021, the Superior Court issued a corrected judgment further to a request for correction filed by the respondent. The Court of Appeal allowed the appeal in part.

April 19, 2021
Quebec Superior Court
(Lalande J.)
[2021 QCCS 1051](#)

Paragraphs 149 and 157 of judgment rendered on March 25, 2021 corrected

March 25, 2021
Quebec Superior Court
(Lalande J.)
[2021 QCCS 1051](#)

Divorce granted

January 18, 2022
Quebec Court of Appeal (Montréal)
(Marcotte, Fournier and Lavallée JJ.A.)
[2022 QCCA 92](#)

Appeal allowed in part

March 18, 2022
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40145 **C.J. c. G.P.**
(Qc) (Civile) (Autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel du Québec (Montréal), numéro 500-09-029473-212 2022 QCCA 92, daté du 18 janvier 2022, est rejetée.

(ORDONNANCE DE NON-PUBLICATION DANS LE DOSSIER) (ORDONNANCE DE NON-PUBLICATION VISANT UNE PARTIE)
(CERTAINES INFORMATIONS NON DISPONIBLES POUR LE PUBLIC)

Droit de la famille — Divorce — Date d'évaluation du patrimoine familial — Pension alimentaire — Provision pour frais — Le *Code civil du Québec* admet-il qu'une épouse puisse être privée de son droit au partage des biens familiaux accumulés durant plusieurs années (5 ans) suivant l'introduction des procédures en divorce, période durant laquelle elle a continué d'apporter sa pleine contribution à la famille comme durant la vie commune, et alors qu'il n'y a pas eu de rupture économique entre les parties? — La *Loi sur le divorce* admet-elle que le droit aux aliments d'une épouse âgée de 50 ans, s'étant entièrement dédiée durant 15 ans de mariage aux charges reliées au foyer et à la famille, et ayant une formation antérieure désuète, soit limité à un quantum sans commune mesure avec le niveau de vie dont bénéficie l'autre époux post-séparation, de même qu'à une mesure de révision de 12 mois, l'empêchant de se réorienter convenablement dans la sphère professionnelle? — Le droit substantif de l'époux économiquement vulnérable dans le cadre d'un divorce à se faire octroyer une provision pour frais est-il conditionnel à l'accomplissement de toutes les exigences procédurales, alors même que la preuve de la disparité économique entre les parties est au dossier du tribunal? — *Code civil du Québec*, art. 417 et 588 — *Loi sur le divorce*, LRC 1983, ch. 3 (2^e suppl.), art. 15.2 — *Code de procédure civile*, RLRQ, c. C-25.01, art. 416.

La demanderesse et l'intimé se sont mariés en septembre 2005 et deux enfants sont nés de ce mariage. En 2015, l'intimé a entrepris des procédures de divorce. Après diverses tentatives de médiation et de consultation, les procédures de divorce ont été réactivées par l'intimé en octobre 2018. En février 2019, la Cour supérieure a rejeté la demande en rejet de divorce déposée par la demanderesse et a entériné un consentement relatif à la garde partagée des enfants et au paiement d'une pension alimentaire au bénéfice des enfants par l'intimé. L'intimé a quitté la résidence familiale le 1^{er} décembre 2019. Deux consentements intérimaires ont été entérinés par la Cour supérieure, un intervenu en décembre 2019 et l'autre en avril 2020. Le 25 mars 2021, la Cour supérieure a rendu jugement sur le divorce ainsi que sur toutes les mesures y afférent. En avril 2021, la Cour supérieure a rendu un jugement rectificatif comme suite au dépôt d'une demande de rectification par l'intimé. La Cour d'appel a accueilli l'appel en partie.

Le 19 avril 2021
Cour supérieure du Québec
(La juge Lalande)
[2021 QCCS 1051](#)

Jugement prononcé le 25 mars 2021 rectifié aux paragraphes 149 et 157.

Le 25 mars 2021
Cour supérieure du Québec
(La juge Lalande)
[2021 QCCS 1051](#)

Divorce prononcé.

Le 18 janvier 2022
Cour d'appel du Québec (Montréal)
(Les juges Marcotte, Fournier et Lavallée)
[2022 QCCA 92](#)

Appel accueilli en partie.

Le 18 mars 2022
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel déposée

40163 Tracey Joan Abbott, Estate of Tracy George Abbott v. Saskatchewan Power Corporation
(Sask.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Saskatchewan, Number CACV3795, 2022 SKCA 23, dated February 18, 2022, is dismissed with costs.

Evidence — Summary Judgment — Action in negligence — Whether, in a summary judgment hearing, reports produced by the Royal Canadian Mounted Police are admissible into evidence as business records pursuant to the *Canada Evidence Act*, R.S.C. 1985, c. C-5.

Tracy George Abbott was killed while operating his snowmobile, after striking a guy wire attached to a power pole owned by the respondent, Saskatchewan Power Corporation (“SPC”). The applicants, the estate of Tracy George Abbott along with his widow (together “the Abbotts”), brought an action in negligence against SPC.

The Abbotts applied for summary judgment; in dismissing their claim, the Court of Queen’s Bench for Saskatchewan determined that certain documents, including Royal Canadian Mounted Police reports, were inadmissible as evidence because they had not been properly authenticated. The Abbotts appealed the decision and brought a fresh evidence application before the Court of Appeal for Saskatchewan. The Court of Appeal dismissed the application and the appeal.

February 18, 2021
 Court of Queen's Bench of Saskatchewan
 (Currie J.)
[2021 SKQB 49](#)

Applicants' claim dismissed

February 18, 2022
 Court of Appeal for Saskatchewan
 (Ottenbreit, Caldwell and Schwann JJ.A.)
[2022 SKCA 23](#); CACV3795

Applicants' appeal and fresh evidence application dismissed

April 14, 2022
 Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40163 Tracey Joan Abbott, Succession de Tracy George Abbott c. Saskatchewan Power Corporation
 (Sask.) (Civile) (Sur autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de la Saskatchewan, numéro CACV3795, 2022 SKCA 23, daté du 18 février 2022, est rejetée avec dépens.

Preuve — jugement sommaire — Action pour négligence — Dans le cadre de l'instruction d'une requête en jugement sommaire, des rapports présentés par la Gendarmerie royale du Canada sont-ils admissibles en preuve à titre de pièces commerciales en vertu de la *Loi sur la preuve au Canada*, R.C.S. 1985, ch. C-5?

Tracy George Abbott a été tué alors qu'il conduisait sa motoneige, après avoir happé un câble d'ancrage fixé à un poteau électrique appartenant à l'intimée, Saskatchewan Power Corporation (« SPC »). Les demandeurs, la succession de Tracy George Abbott ainsi que sa veuve (conjointement « la famille Abbott »), ont intenté une action pour négligence contre SPC.

La famille Abbott a demandé un jugement sommaire; la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan a rejeté cette demande, jugeant que certains documents, notamment des rapports de la Gendarmerie royale du Canada, étaient inadmissibles en preuve parce qu'ils n'avaient pas été correctement authentifiés. La famille Abbott a fait appel de la décision et a présenté une demande en autorisation de produire de nouveaux éléments de preuve devant la Cour d'appel de la Saskatchewan. La Cour d'appel a rejeté la demande ainsi que l'appel.

18 février 2021
 Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan
 (juge Currie)
[2021 SKQB 49](#)

La demande des demandeurs est rejetée.

18 février 2022
 Cour d'appel de la Saskatchewan
 (juges Ottenbreit, Caldwell et Schwann)
[2022 SKCA 23](#); CACV3795

L'appel et la demande en autorisation de produire de nouveaux éléments de preuve présentés par les demandeurs sont rejetés.

14 avril 2022
 Cour suprême du Canada

La demande d'autorisation d'appel est présentée.

40177 His Majesty the King v. Gary Alexander Iron
(Sask.) (Criminal) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Saskatchewan, Number CACR 3317, dated March 7, 2022, is dismissed.

Criminal law — Evidence — Whether the Court of Appeal erred in overturning the convictions — Whether the Court of Appeal erred in law by holding that evidence of a properly qualified recognition witness, founded on a good quality video clearly depicting the suspect's appearance, and corroborated by eyewitness testimony was incapable of proving identity — Whether the Court of Appeal erred in law by holding that the identification evidence of two eyewitnesses who observed the suspect at length, in close proximity and in excellent conditions at the time of the offence, who identified the respondent as the suspect before they testified, who were able to refresh their memory of the suspect's appearance by viewing a good quality video of the suspect's appearance when they testified, and whose evidence was corroborated by recognition evidence, was incapable of proving identity — Whether the Court of Appeal's legal errors were predicated on the Court's failure to apply the law as it relates to the assessment of the reliability of identification evidence, a failure to respect the standard of review to be applied in an unreasonable verdict appeal, a misapprehension of the reasons for verdict at trial and a misapprehension of the evidence — Whether the decision undermines several important criminal law policy objectives relating to the division of responsibilities between triers of fact, triers of law and appellate courts — Whether the decision undermines the ability of lawyers and trial judges to assess the probative value of identification evidence and assess the strength of a prosecution case before making critical decisions in the performance of their duties?

There was a robbery at a jewelry store. The only issue at trial was the identity of the robber. There were two eyewitnesses and video surveillance. A police officer provided recognition evidence. The respondent was convicted of robbery and a violation of his undertaking to keep the peace and be of good behaviour. The respondent was found to be a dangerous offender and sentenced to an indeterminate sentence of imprisonment. The Court of Appeal concluded the verdicts were unreasonable and could not be supported by the evidence. It held that this unreasonable verdict could only be cured by an acquittal from the bench. The Court of Appeal stated that the sentence appeal was rendered moot.

September 27, 2016
Court of Queen's Bench of Saskatchewan
(Acton J.)
(unreported)

Convictions entered: robbery, violation of undertaking to keep the peace and be of good behaviour

October 24, 2019
Court of Queen's Bench of Saskatchewan
(Acton J.)
(unreported)

Respondent declared a dangerous offender; an indeterminate sentence imposed

March 7, 2022
Court of Appeal for Saskatchewan
(Caldwell, Leurer, Barrington-Foote JJ.A.)
CACR 3317 (unreported)

Appeal allowed

May 2, 2022
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40177 Sa Majesté le Roi c. Gary Alexander Iron
(Sask.) (Criminelle) (Sur autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de la Saskatchewan, numéro CACR 3317, daté du 7 mars 2022, est rejetée.

Droit criminel — Preuve — La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en infirmant les déclarations de culpabilité ? — La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur de droit en statuant que la déposition d'un témoin dûment qualifié à savoir qu'il avait reconnu l'accusé, se fondant sur une vidéo de bonne qualité démontrant clairement l'aspect physique du suspect, et corroborée par le témoignage de témoins oculaires, ne pouvait servir à prouver l'identité ? — La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur de droit en statuant que la preuve d'identification fournie par deux témoins oculaires qui ont longuement observé le suspect, à proximité et dans des conditions excellentes au moment de l'infraction, qui ont identifié l'intimé comme étant le suspect avant de témoigner, qui étaient en mesure de rafraîchir leur mémoire de l'aspect physique du suspect en regardant une vidéo de bonne qualité démontrant l'aspect physique de celui-ci au moment de témoigner, et dont le témoignage a été corroboré par une preuve comme quoi le suspect avait été reconnu, ne pouvait servir à prouver l'identité ? — Les erreurs de droit de la Cour d'appel étaient-elles fondées sur le défaut par celle-ci d'appliquer le droit relatif à l'appréciation de la fiabilité de la preuve d'identification, le défaut de respecter la norme de contrôle à appliquer dans le cadre de l'appel d'un verdict déraisonnable, une mauvaise interprétation des motifs du verdict au procès et une mauvaise appréciation de la preuve ? — La décision mine-t-elle de nombreux objectifs stratégiques du droit criminel relatifs au partage des responsabilités entre les juges de fait, les juges du droit et les cours d'appel ? — La décision mine-t-elle la capacité des avocats et des juges de première instance d'évaluer la valeur probante de la preuve d'identification et d'évaluer la solidité de la preuve de la poursuite avant de prendre des décisions cruciales dans l'exécution de leurs fonctions ?

Un vol a eu lieu à une bijouterie. La seule question en litige lors du procès était l'identité du voleur. Il y avait deux témoins oculaires et des caméras de surveillance vidéo. Un policier a témoigné qu'il avait reconnu l'accusé. L'intimé a été déclaré coupable de vol qualifié et de non-respect de la promesse de ne pas troubler l'ordre public et d'avoir une bonne conduite. L'intimé a été déclaré un délinquant dangereux et a été condamné à une peine d'emprisonnement d'une durée indéterminée. La Cour d'appel a conclu que les verdicts étaient déraisonnables et ne pouvaient être étayés par la preuve. Elle a conclu que ce verdict déraisonnable pouvait seulement être réparé au moyen d'un acquittement à l'audience. La Cour d'appel a déclaré que l'appel de la peine était devenu théorique.

27 septembre 2016
Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan
(juge Acton)
(non publié)

Les déclarations de culpabilité sont prononcées : vol qualifié, non-respect de la promesse de ne pas troubler l'ordre public et d'avoir une bonne conduite.

24 octobre 2019
Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan
(juge Acton)
(non publié)

L'intimé est déclaré un délinquant dangereux; une peine d'une durée indéterminée est imposée.

7 mars 2022
Cour d'appel de la Saskatchewan
(juges Caldwell, Leurer, Barrington-Foote)
CACR 3317 (non publié)

Appel accueilli.

2 mai 2022
Cour suprême du Canada

Demande d'autorisation d'appel présentée.

40200 Mark Staples v. His Majesty the King
(Ont.) (Criminal) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal for Ontario, Number C63472, 2022 ONCA 266, dated April 1, 2022, is dismissed.

Criminal law — Evidence — Post-offence conduct — Admissibility of demeanour evidence — Charge to jury — Should this Court adopt a presumptive inadmissibility rule as it relates to emotional demeanour evidence — Should this Court adopt a presumption of unfairness where emotional demeanour evidence is improperly used by the Crown as evidence of guilt and no corrective instruction is given to the jury not to engage in such specious reasoning — Did the Court of Appeal err in concluding that the trial court properly admitted emotional demeanour evidence as evidence of guilt and that the trial was not rendered unfair by the improper and unfair use of the Applicant's lack of emotional reaction when presented with photographs of the deceased victims as evidence of his guilt?

The applicant's father and sister, Bill and Rhonda, went missing. Five months later, their badly decomposed bodies were found in the back of Bill's truck at a Park 'N Fly at Pearson Airport. The Crown's theory was that the applicant killed his father and his sister in order to inherit his father's estate which was valued at over \$2.1 million. Several witnesses testified they saw the applicant crying on January 20, 1998, when Bill and Rhonda had been missing for only a few days. The applicant's ex-wife testified that he was crying and sweating and that he smelled quite badly of perspiration, something that she said never occurred. After a trial by judge and jury, the applicant was convicted of two counts of first degree murder. The Court of Appeal dismissed the conviction appeal.

November 28, 2014
Ontario Superior Court of Justice
(Arrell J.)

Conviction: two counts of first degree murder

April 1, 2022
Court of Appeal for Ontario
(Fairburn A.C.J.O., Rouleau and Huscroft
J.J.A.)
C63472; [2022 ONCA 266](#)

Appeal dismissed

May 19, 2022
Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40200 Mark Staples c. Sa Majesté le Roi
(Ont.) (Criminelle) (Sur autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, numéro C63472, 2022 ONCA 266, daté du 1 avril 2022, est rejetée.

Droit criminel — Preuve — Comportement postérieur à l'infraction — Admissibilité de la preuve relative au comportement — Exposé au jury — La Cour devrait-elle adopter une règle de présomption d'inadmissibilité à l'égard de la preuve touchant un comportement émotif? — La Cour devrait-elle adopter une présomption d'iniquité lorsque la preuve touchant un comportement émotif est incorrectement utilisée par la Couronne comme preuve de culpabilité et qu'aucune directive corrective n'est donnée au jury de ne pas s'adonner à un tel raisonnement spécieux? — La Cour d'appel a-t-elle commis une erreur en concluant que le tribunal de première instance a, à bon droit, admis la preuve touchant un comportement émotif comme preuve de culpabilité et que le procès n'a pas été rendu inéquitable par l'utilisation incorrecte et injuste de l'absence de réaction émotive de la part du demandeur lorsqu'on lui a présenté des photographies des victimes décédées comme preuve de sa culpabilité?

Le père et la sœur du demandeur, Bill et Rhonda, ont été portés disparus. Cinq mois plus tard, leurs corps en état de décomposition avancée ont été retrouvés à l'arrière du camion de Bill dans le stationnement « Park 'N Fly » de l'aéroport Pearson. Selon la théorie de la Couronne, le demandeur avait tué son père et sa sœur afin d'hériter de la succession de son père qui était évaluée à plus de 2,1 millions de dollars. De nombreux témoins ont témoigné avoir vu le demandeur pleurer le 20 janvier 1998, alors que Bill et Rhonda avaient été portés disparus pendant quelques jours seulement. L'ex-conjointe du demandeur a témoigné qu'il pleurait et suait, et qu'il dégageait une forte odeur de transpiration, ce qui, selon elle, ne s'était jamais produit auparavant. À la suite d'un procès devant juge et jury, le demandeur a été déclaré coupable de deux chefs d'accusation de meurtre au premier degré. La Cour d'appel a rejeté l'appel de la déclaration de culpabilité.

28 novembre 2014
Cour supérieure de justice de l'Ontario
(juge Arrell)

La déclaration de culpabilité relative à deux chefs d'accusation de meurtre au premier degré est prononcée.

1^{er} avril 2022
Cour d'appel de l'Ontario
(juge en chef Fairburn, juges Rouleau et Huscroft)
C63472; [2022 ONCA 266](#)

L'appel est rejeté.

19 mai 2022
Cour suprême du Canada

La demande d'autorisation d'appel est présentée.

40124 Michele Jacqueline Bowes v. Christopher Allan Bowes
(N.L.) (Civil) (By Leave)

The application for leave to appeal from the judgment of the Court of Appeal of Newfoundland and Labrador, Number 201901H0104, 2022 NLCA 5, dated January 20, 2022, is dismissed.

Family law — Property — Spousal support — Whether the appellate court failed to recognize the error made by the lower court in not providing remedy for the respondent's disposal of the matrimonial property — Whether the appellate court obfuscated the issue with discussion of competing federal legislation, being the *Divorce Act* and the *Bankruptcy and Insolvency Act* — Whether the lower courts failed to recognize the unjust enrichment to the respondent, with corresponding loss to the applicant, erroneously focusing on reported equity of these properties by the respondent — Whether the appellate court failed to avail itself of the equitable remedies available to provide additional spousal support to address the economic consequences of the respondent's mismanagement of the matrimonial properties — *Divorce Act*, R.S.C. 1985, c. 3 (2nd Supp.) — *Bankruptcy and Insolvency Act*, R.S.C. 1985, c. B-3.

The applicant and respondent were married in 2001 and separated in 2013. They have five children together. In March 2014, the applicant commenced an application for divorce, child and spousal support, custody, access and division of property. In October 2014, the respondent made an assignment into bankruptcy. In two separate decisions, the trial judge first made an order with respect to custody, access and support. Following additional written submissions, the trial judge resolved the parties' outstanding issues relating to division of property and apportionment of debt. The applicant's appeal was allowed in part.

November 4, 2019
Supreme Court of Newfoundland & Labrador
Trial Division
(Fowler J.)
2019 NLSC 198; 201402F0228

Order made regarding division of property and apportionment of debt with each party being significantly successful in the result of the major issues

January 20, 2022
 Court of Appeal of Newfoundland and
 Labrador
 (Hoegg, O'Brien and Butler JJ.A.)
[2022 NLCA 5](#); 201901H0104

Applicant's appeal allowed in part

March 21, 2022
 Supreme Court of Canada

Application for leave to appeal filed

40124 Michele Jacqueline Bowes c. Christopher Allan Bowes
 (T.-N.-L.) (Civile) (Sur autorisation)

La demande d'autorisation d'appel de l'arrêt de la Cour d'appel de Terre-Neuve-et-Labrador, numéro 201901H0104, 2022 NLCA 5, daté du 20 janvier 2022, est rejetée.

Droit de la famille — Biens — Pension alimentaire pour le conjoint — La Cour d'appel a-t-elle omis de reconnaître l'erreur commise par le tribunal inférieur en n'accordant aucune réparation pour la disposition des biens matrimoniaux par l'intimé ? — La Cour d'appel a-t-elle obscurci la question en litige en analysant les lois fédérales concurrentes, soit la *Loi sur le divorce* et la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* ? — Les tribunaux d'instance inférieure ont-ils omis de reconnaître l'enrichissement sans cause de l'intimé, et la perte correspondante de l'appelante, en se concentrant, à tort, sur la valeur nette de ces biens déclarée par l'intimé ? — La Cour d'appel a-t-elle omis de se prévaloir des recours en *equity* dont elle disposait pour accorder un montant supplémentaire en fait de pension alimentaire pour le conjoint afin de régler les conséquences économiques découlant de la mauvaise gestion par l'intimé des biens matrimoniaux ? — *Loi sur le divorce*, L.R.C. 1985, c. 3 (2^e suppl.) — *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, L.R.C. 1985, c. B-3.

La demanderesse et l'intimé se sont mariés en 2001 et se sont séparés en 2013. Ils ont eu cinq enfants ensemble. En mars 2014, la demanderesse a présenté une demande en divorce, sollicitant une pension alimentaire pour enfants et une pension alimentaire pour le conjoint, des droits de garde et de visite et le partage des biens. En octobre 2014, l'intimé a fait cession de ses biens et déclaré faillite. Dans deux décisions distinctes, le juge de première instance a tout d'abord rendu une ordonnance portant sur les droits de garde et de visite et les pensions alimentaires. À la suite de la présentation de plaidoiries écrites supplémentaires, le juge de première instance a réglé les questions des parties en suspens relatives au partage des biens et à la répartition du passif. L'appel interjeté par la demanderesse a été accueilli en partie.

4 novembre 2019
 Cour suprême de Terre-Neuve-et-Labrador
 Division de première instance
 (juge Fowler)
 2019 NLSC 198; 201402F0228

Une ordonnance est rendue visant le partage des biens et la répartition du passif, chacune des parties ayant gain de cause quant au règlement des questions en litige importantes.

20 janvier 2022
 Cour d'appel de Terre-Neuve-et-Labrador
 (juges Hoegg, O'Brien et Butler)
[2022 NLCA 5](#); 201901H0104

L'appel de la demanderesse est accueilli en partie.

21 mars 2022
 Cour suprême du Canada

La demande d'autorisation d'appel est présentée.

**Motions /
Requêtes**

NOVEMBER 3, 2022 / LE 3 NOVEMBRE 2022

Motions for leave to intervene and Motion for an extension of time

Requêtes en autorisation d'intervention et requête en prorogation de délai

ATTORNEY GENERAL OF CANADA v. ATTORNEY GENERAL OF ALBERTA
(Alta.) (40195)

BROWN J.:

UPON APPLICATIONS by Indian Resource Council; File Hills Qu'Appelle Tribal Council and Pasqua First Nation (jointly); World Wildlife Fund Canada; Nature Canada and West Coast Environmental Law Association (jointly); Canadian Association of Petroleum Producers; Canadian Taxpayers Federation; Athabasca Chipewyan First Nation; Business Council of Alberta; Ecojustice Canada Society; Woodland Cree First Nation; Mikisew Cree First Nation; Hydro-Québec; Canadian Constitution Foundation; Independent Contractors and Businesses Association, and Alberta Enterprise Group (jointly); Canadian Association of Physicians for the Environment; Advocates for the Rule of Law; Oceans North Conservation Society; Canadian Environmental Law Association, Environmental Defence Canada Inc. and Miningwatch Canada Inc. (jointly); Explorers and Producers Association of Canada; First Nations Major Projects Coalition; Centre québécois du droit de l'environnement; and Lummi Nation for leave to intervene in the above appeal;

AND UPON APPLICATION by Lummi Nation for an order extending the time to serve and file their motion for leave to intervene to October 5, 2022;

AND THE MATERIAL FILED having been read;

IT IS HEREBY ORDERED THAT:

The motion for an extension of time filed by Lummi Nation is granted.

The motions for leave to intervene are granted and the twenty-two (22) interveners or groups of interveners shall each be entitled to serve and file a factum not to exceed ten (10) pages in length and book of authorities, if any, on or before December 21, 2022.

The requests to present oral arguments at the hearing of the appeal will be addressed upon receipt and review of the interveners' factums.

The appellant and respondent are each granted permission to serve and file a single factum in reply to all interventions not to exceed twenty (20) pages in length on or before February 1st, 2023.

To the extent that their interests are similar, the interveners or groups of interveners shall consult to avoid repetition in their submissions.

The interveners or groups of interveners are not entitled to raise new issues or to adduce further evidence or otherwise to supplement the record of the parties.

Pursuant to Rule 59(1)(a) of the *Rules of the Supreme Court of Canada*, the interveners or groups of interveners shall pay to the appellant and the respondent any additional disbursements resulting from their interventions.

AND IT IS HEREBY FURTHER ORDERED THAT:

The Attorney General of Ontario, the Attorney General of Quebec, the Attorney General of Nova Scotia, the Attorney General of New Brunswick, the Attorney General of Manitoba, the Attorney General of British Columbia, the Attorney General of Prince Edward Island, the Attorney General of Saskatchewan and the Attorney General of Newfoundland and Labrador are each granted permission to present oral argument not exceeding ten (10) minutes at the hearing of the appeal.

À LA SUITE DES DEMANDES présentées par Indian Resource Council; File Hills Qu'Appelle Tribal Council et Pasqua First Nation (conjointement); Fonds Mondial pour la Nature Canada; Nature Canada et West Coast Environmental Law Association (conjointement); Association Canadienne des Producteurs Pétroliers; Fédération Canadienne des Contribuables; Athabasca Chipewyan First Nation; Business Council of Alberta; Ecojustice Canada Society; Woodland Cree First Nation; Mikisew Cree First Nation; Hydro-Québec; Canadian Constitution Foundation; Independent Contractors and Businesses Association, et Alberta Enterprise Group (conjointement); Association canadienne des médecins pour l'environnement; Advocates for the Rule of Law; Océans Nord; Association canadienne du droit de l'environnement, Environmental Defence Canada inc., et Mines Alerte Canada (conjointement); Explorers and Producers Association of Canada; First Nations Major Projects Coalition; Centre québécois du droit de l'environnement; et Lummi Nation en vue d'obtenir la permission d'intervenir dans l'appel;

ET À LA SUITE DE LA DEMANDE présentée par Lummi Nation en vue d'obtenir la prorogation du délai de signification et de dépôt de leur requête en autorisation d'intervention au 5 octobre 2022;

ET APRÈS EXAMEN des documents déposés;

IL EST ORDONNÉ CE QUI SUIT :

La requête en prorogation du délai déposée par Lummi Nation est accueillie.

Les requêtes en autorisation d'intervenir sont accueillies et les vingt-deux (22) intervenants ou groupes d'intervenants pourront chacun signifier et déposer un mémoire d'au plus dix (10) pages et recueils de sources, le cas échéant, au plus tard le 21 décembre, 2022.

Les demandes pour présenter des plaidoiries orales à l'audition de l'appel seront adressées sur réception et examen des mémoires des intervenants.

L'appelant et l'intimé sont chacun autorisés à signifier et déposer un seul mémoire en réplique à toutes les interventions d'au plus vingt (20) pages au plus tard le 1^{er} février 2023.

Les intervenants ou groupes d'intervenants se consulteront de manière à éviter toute répétition dans leurs plaidoiries.

Les intervenants ou groupes d'intervenants n'ont pas le droit de soulever de nouvelles questions, de produire d'autres éléments de preuve ni de compléter de quelque autre façon le dossier des parties.

Conformément à l'alinéa 59(1)a) des *Règles de la Cour suprême du Canada*, les intervenants ou groupes d'intervenants paieront à l'appelant et à l'intimé tous débours supplémentaires résultant de leurs interventions.

ET IL EST EN OUTRE ORDONNÉ CE QUI SUIT :

Le procureur général de l'Ontario, le procureur général du Québec, le procureur général de la Nouvelle-Écosse, le procureur général du Nouveau-Brunswick, le procureur général du Manitoba, le procureur général de la Colombie-Britannique, le procureur général de l'Île-du-Prince-Édouard, le procureur général de la Saskatchewan et le procureur général de Terre-Neuve-et-Labrador auront chacun le droit de présenter une plaidoirie orale d'au plus dix (10) minutes lors de l'audition de l'appel.

**Notices of discontinuance filed since the last issue /
Avis de désistement déposés depuis la dernière parution**

November 2, 2022

Robert Maginnis, et al.

v. (40204)

FCA Canada Inc., et al. (Ont.)

(By Leave)

**Appeals heard since the last issue and disposition /
Appels entendus depuis la dernière parution et résultat**

NOVEMBER 8, 2022 / LE 8 NOVEMBRE 2022

Jennifer Basque v. His Majesty the King (N.B.) (Criminal) (By Leave) ([39997](#))

Coram: Wagner C.J. and Karakatsanis, Côté, Brown, Rowe, Martin, Kasirer, Jamal and O'Bonsawin JJ.

RESERVED / EN DÉLIBÉRÉ

NOVEMBER 9, 2022 / LE 9 NOVEMBRE 2022

His Majesty the King v. Richard Doxtator (Ont.) (Criminal) (As of Right) ([40063](#))
2022 SCC 40 / 2022 CSC 40

Coram: Karakatsanis, Côté, Brown, Rowe and Kasirer JJ.

**ALLOWED, Karakatsanis and Rowe JJ. dissenting / ACCUEILLI, les juges Karakatsanis et Rowe sont
dissidents**

**Pronouncements of reserved appeals /
Jugements rendus sur les appels en délibéré**

NOVEMBER 10, 2022 / LE 10 NOVEMBRE 2022

39547 **Peace River Hydro Partners, Acciona Infrastructure Canada Inc., Samsung C&T Canada Ltd., Acciona Infraestructuras S.A. and Samsung C&T Corporation v. Petrowest Corporation, Petrowest Civil Services LP by its general partner, Petrowest GP Ltd., carrying on business as RBEE Crushing, Petrowest Construction LP by its general partner Petrowest GP Ltd., carrying on business as Quigley Contracting, Petrowest Services Rentals LP by its general partner Petrowest GP Ltd., carrying on business as Nu-Northern Tractor Rentals, Petrowest GP Ltd., as general partner of Petrowest Civil Services LP, Petrowest Construction LP and Petrowest Services Rentals LP, Trans Carrier Ltd. and Ernst & Young Inc. in its capacity as court-appointed receiver and manager of Petrowest Corporation, Petrowest Civil Services LP, Petrowest Construction LP, Petrowest Services Rentals LP, Petrowest GP Ltd. and Trans Carrier Ltd. - and - Canadian Commercial Arbitration Center, Arbitration Place, Chartered Institute of Arbitrators (Canada) Inc., Insolvency Institute of Canada and Canadian Federation of Independent Business (B.C.)**
2022 SCC41 / 2022 CSC 41

Coram: Wagner C.J. and Moldaver, Karakatsanis, Côté, Brown, Rowe, Martin, Kasirer and Jamal JJ.

The appeal from the judgment of the Court of Appeal for British Columbia (Vancouver), Number CA46638, 2020 BCCA 339, dated November 30, 2020, heard on January 19, 2022, is dismissed with costs throughout.

L'appel interjeté contre l'arrêt de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique (Vancouver), numéro CA46638, 2020 BCCA 339, daté du 30 novembre 2020, entendu le 19 janvier 2022, est rejeté avec dépens devant toutes les cours.

[LINK TO REASONS / LIEN VERS LES MOTIFS](#)

- 2022 -

OCTOBER – OCTOBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	CC 3	4	YK 5	6	7	8
9	H 10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23 / 30	24 / CC 31	25	26	27	28	29

NOVEMBER – NOVEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	H 11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	CC 28	29	30			

DECEMBER – DÉCEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	H 26	H 27	28	29	30	31

- 2023 -

JANUARY – JANVIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
1	H 2	3	4	5	6	7
8	CC 9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30	31				

APRIL – AVRIL						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	3	4	5	6	H 7	8
9	H 10	CC 11	12	13	OR 14	OR 15
OR 16	OR 17	18	19	20	21	22
23 / 30	24	25	26	27	28	29

JULY – JUILLET						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
						1
2	H 3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23 / 30	24 / 31	25	26	27	28	29

FEBRUARY – FÉVRIER						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			1	2	3	4
5	CC 6	7	8	9	10	11
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28				

MAY – MAI						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
	1	2	3	4	5	6
7	CC 8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	H 22	23	24	25	26	27
28	29	30	31			

AUGUST – AOÛT						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
		1	2	3	4	5
6	H 7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31		

MARCH – MARS						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
			1	2	3	4
5	6	7	8	9	10	11
12	CC 13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	

JUNE – JUIN						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
				1	2	3
4	CC 5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

SEPTEMBER – SEPTEMBRE						
S D	M L	T M	W M	T J	F V	S S
					1	2
3	H 4	5	6	7	8	9
10	11	12	13	14	15	RH 16
RH 17	18	19	20	21	22	23
24	YK 25	26	27	28	29	30

Sitting of the Court /
Séance de la Cour

Court conference /
Conférence de la Cour

Holiday / Jour férié

18 sitting weeks / semaines séances de la Cour
87 sitting days / journées séances de la Cour
9 Court conference days /
jours de conférence de la Cour
3 holidays during sitting days /
jours fériés durant les séances

Rosh Hashanah / Nouvel An juif RH
Yom Kippur / Yom Kippour YK